

# Plan Local d'Urbanisme



Aucamville

## Modification 2

approuvée par délibération du 22/06/2023

### 0 - Documents relatifs à la procédure

- Arrêtés, délibérations, ...



toulouse  
métropole

Toulouse Métropole

6, Rue René Leduc - B.P. 35 821

31505 Toulouse Cedex 5

t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01

[www.toulouse-metropole.fr](http://www.toulouse-metropole.fr)





Urbanisme

## ARRÊTÉ DE MISE EN OEUVRE DE LA DEUXIÈME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE TOULOUSE MÉTROPOLE, COMMUNE D'AUCAMVILLE

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L103-2, L153-36, L153-37, L153-41, R104-33 à 37,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2011, modifié par délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 février 2016, et modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

### Monsieur le Président arrête

**Article 1 :** En vertu du champ d'application défini à l'article L153-41 du code de l'urbanisme, une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, est mise en œuvre, en vue de permettre, dans le secteur de Gratian, la réalisation d'un programme d'aménagement mixte tant en termes de fonctionnalité (habitat/emploi/équipements/espaces verts) que de mixité sociale favorisant l'émergence d'une nouvelle polarité. Ce programme répondra aux besoins en logements liés à une croissance démographique soutenue enregistrée par la Commune ces dernières années, ainsi qu'à la poursuite de l'engagement en production de logements locatifs sociaux pris au travers du Pacte Métropolitain de l'Habitat du 14 octobre 2021 pour la période triennale 2022-2025. Il accompagnera l'implantation d'un nouveau groupe scolaire en cours de réalisation (maternelle et élémentaire) nécessaire au regard des effectifs scolaires actuels, à venir, et structurant à l'échelle de la commune.

Ces objectifs impliquent une évolution du document d'urbanisme communal, en particulier des pièces réglementaires (écrites et graphiques) et des Orientations d'Aménagements.

**Article 2 :** Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville sera notifié à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, aux personnes publiques associées telles que mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme, au Maire de la Commune concernée et à l'autorité environnementale, avant l'ouverture de l'enquête publique. Si la procédure de modification devait être soumise à évaluation environnementale suite à l'avis de l'autorité environnementale, le projet ferait l'objet d'une concertation associant les habitants, les associations locales et toute autre personne intéressée.

**Article 3 :** Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées et l'autorité environnementale seront soumis à enquête publique selon des modalités fixées par un arrêté de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

**Article 4 :** A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de la Commune d'Aucamville.

**Article 7 :** Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,
- Monsieur le Maire d'Aucamville.

Fait à Toulouse, le 18 MAI 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

*Le Président de Toulouse Métropole*

*Atteste exécutoire le présent acte*

- Reçu à la Préfecture le : 18 MAI 2022

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le 18 MAI 2022

- en mairie, le : 19 MAI 2022

- Notifié dans la Presse :

Certifié exécutoire le : 19 MAI 2022

*La Vice Présidente*



Annette LAIGNEAU



MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Conseil général de l'Environnement  
et du Développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,  
après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement,  
sur la modification n° 2 du Plan local d'urbanisme (PLU) de  
Aucamville (31)**

n°saisine : 2022-10723

n°MRAe : 2022DKO178

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 II et R. 122-18 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020, 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021 et 24 mars 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2022-10723 ;**
- **modification n°2 du PLU de Aucamville (31) ;**
- **déposée par Toulouse Métropole ;**
- **reçue le 23/06/2022 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 24/06/2022 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires du département de la Haute-Garonne en date du 24/06/2022 ;

**Considérant** que la commune de Aucamville (31), superficie communale de 400 hectares, population de 8968 habitants en 2019 et une augmentation de 1,66 % par an pour la période 2013-2019 (source INSEE 2019) engage sa 2<sup>ème</sup> modification du PLU et prévoit :

- de supprimer et de remplacer deux Orientations d'aménagement et de programmation (OAP), dite « Lacourtenourt » et « Zone industrielle », en les regroupant pour la création d'une seule OAP, dite « Gratian » ;
- de faire évoluer la zone déjà urbanisée à vocation d'habitat (UC), couvert par l'OAP, en créant un sous-secteur, dit UCc ;
- la création d'un emplacement réservé (ER n°10), situé dans ce sous-secteur UCc, pour le réaménagement du chemin « Gratian » ;
- des ajustements réglementaires ;

**Considérant** que le secteur concerné par l'OAP « Gratian », d'une surface de 33 ha, regroupe une zone Naturelle (N), située au nord-est, correspondant à la zone de loisirs « Claude Cornac », une zone urbaine d'équipement (UE), située à l'ouest, et un sous secteur UCc créé, situé au sud-est ;

**Considérant** que la création de l'OAP « Gratian », située dans un tissu urbain peu dense, prévoit :

- de réaliser 200 à 250 logements dans le sous-secteur UCc de l'OAP, en cohérence avec les objectifs du PADD et du SCOT pour la réalisation de logements sociaux ;
- de créer un nouveau groupe scolaire dans le secteur UCc, afin de répondre à l'accroissement démographique ;

- de réaménager le chemin « Gratian » afin d'assurer la desserte du futur groupe scolaire et pour lequel le trafic poids lourd sera interdit sur cette portion ;
- de préserver le parc de loisir « Claude Cornac » avec la réalisation de continuités vertes arborées entre le futur groupe scolaire et le parc de loisir, et la préservation de l'ensemble des espaces verts qui l'entourent ;
- de réaliser plusieurs voies à mobilité douce ;

**Considérant** que du fait de sa nature, la réalisation de cette OAP permettra une densification de l'urbanisation tout en proposant la préservation des espaces verts à vocation de loisir déjà existants ;

**Considérant** que la réalisation de l'OAP entend créer un espace végétal paysager afin d'assurer une transition paysagère, visuelle et sonore, entre la zone d'activité (UE) située à l'ouest et la zone d'habitat (UCc) situé à l'est, mais également afin de préserver la maison « Azaïs » comme élément bâti d'intérêt patrimonial ;

**Considérant** que le secteur UCc, concerné par l'OAP, est raccordable au réseau d'assainissement collectif traité par la station d'épuration intercommunale Hers Aval de Castelginest en capacité de répondre à l'accroissement démographique de la commune ;

**Considérant** que les modifications du règlement écrit concernent le secteur UCc de l'OAP et prévoient notamment :

- des ajustements sur les règles des clôtures et de stationnement, mais également sur des règles paysagères en prenant en considération la gestion des eaux pluviales, la limitation des îlots de chaleur urbain et la biodiversité en milieu urbain ;
- des ajustements sur les règles de constructions avec notamment l'aménagement d'espaces verts de pleine terre correspondant à 30 % de la surface de l'unité foncière ;

**Considérant** que du fait de leur nature, en identifiant certains enjeux environnementaux et en proposant des mesures de réduction, ces modifications ne présentent pas de nouveau risque d'impact potentiel notable sur l'environnement ;

**Considérant** que les impacts potentiels du projet de modification n°2 du PLU sont réduits par l'absence de nouveaux secteurs ouverts à l'urbanisation ;

**Considérant en conclusion** qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

## **Décide**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de modification n°2 du PLU de Aucamville (31), objet de la demande n°2022-10723, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### **Article 2**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : [www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr).

Fait à Toulouse, le 26 juillet 2022

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,  
par délégation



Marc TISSEIRE  
Membre de la MRAe

<b>Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale</b>
---

**Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)**

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

*Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.*





Urbanisme

**ARRÊTÉ PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE A LA  
DEUXIÈME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE  
TOULOUSE MÉTROPOLE, COMMUNE D'AUCAMVILLE**

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-41, L153-43 et R153-8 à R153-10,

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville approuvé par délibération du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2011, modifié par délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 février 2016, modifié une 2nde fois de manière simplifiée par délibération en date du 20 octobre 2022,

**Vu** l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 18 mai 2022 (AGT-22-01-09) prenant l'initiative de la mise en œuvre de la deuxième modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville,

**Vu** la décision n°E22000166/31 en date du 24 octobre 2022 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse, désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique relative à la deuxième modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville,

**Vu** les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

**Après avoir concerté avec le Commissaire Enquêteur, afin de déterminer les dates de réception du public ;**

**Monsieur le Président arrête**

**Article 1 : Objet de l'enquête**

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de 2ème modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville.

Le projet de 2ème modification du PLU soumis à enquête publique porte sur les points suivants :

- La réalisation, sur le secteur de Gratian, d'un projet d'aménagement mixte tant en termes de fonctionnalité (habitat/emploi/équipements/espaces verts) que de mixité sociale, avec une programmation en logements comprise dans une fourchette de 200 à 250 logements, et favorisant l'émergence d'une nouvelle polarité, conçu pour accueillir une population nouvelle dans un cadre de vie architectural et environnemental de haute qualité et prenant concomitamment en compte les directives de la Loi Climat et Résilience du 21 août 2021. Ce projet d'aménagement a également pour but d'atteindre les objectifs en matière de production de logements que la Commune d'Aucamville s'est engagée à produire au travers du Pacte Métropolitain pour l'Habitat adopté en date 14 octobre 2021 par Toulouse Métropole.

- L'amélioration et la sécurisation des conditions d'accès et de circulation du secteur, avec notamment la création d'un emplacement réservé le long du chemin Gratian.

- Ce projet accompagnera l'implantation d'un nouveau groupe scolaire (maternelle et élémentaire) nécessaire au regard des effectifs scolaires actuels et à venir, et structurant à l'échelle de la commune.

Ces objectifs impliquent une évolution du plan local d'urbanisme, en particulier des pièces réglementaires (écrites et graphiques), de la liste des emplacements réservés et des Orientations d'Aménagement.

- Il sera également procédé à une suppression de la liste des emplacements réservés actuellement positionnée sur le document graphique réglementaire (DGR) au 1/5000ème sous forme de tableau. Seule la liste existante, pièce n°4.4 des pièces réglementaires, intitulée « Liste des emplacements réservés », est conservée et fera l'objet d'une modification pour corriger la superficie erronée de l'emplacement réservé n°2 existant.

## **Article 2 : Autorité responsable du projet et siège de l'enquête**

Il s'agit de Toulouse Métropole, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe **6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo).**

Des informations peuvent être demandées auprès de Toulouse Métropole, Direction de l'Urbanisme - Service de la Planification Urbaine au 6, rue René Leduc, BP 35821 - 31505 Toulouse Cedex 5, par courrier électronique à l'adresse suivante : [PLUI-H@toulouse-metropole.fr](mailto:PLUI-H@toulouse-metropole.fr).

## **Article 3 : Dossier et durée de l'enquête publique**

Le dossier de modification, composé des pièces administratives, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées et par l'autorité environnementale, sera soumis à l'enquête publique pendant une durée de 31 jours consécutifs, **du 04 janvier 2023 au 03 février 2023 inclus.**

L'enquête publique débutera le mercredi 04 janvier 2023 à 9h00 et prendra fin le vendredi 03 février 2023 à 17h00.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, en vertu du dernier alinéa de l'article L123-9 du code de l'environnement, prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête.

Enfin, l'enquête pourra être suspendue ou complétée dans les conditions définies par les articles L123-14, R123-22 et R123-23 du code de l'environnement.

**Article 4 : Désignation du Commissaire Enquêteur**

Afin de conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné le 24 octobre 2022 **Monsieur Didier CANCE** en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire.

**Article 5 : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier**

Le dossier du projet de 2ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville est consultable en version informatique sur le site internet de Toulouse Métropole ([metropole.toulouse.fr/plu-de-aucamville-procedures](http://metropole.toulouse.fr/plu-de-aucamville-procedures)) accessible 7j/7j et 24h/24h pendant la durée de l'enquête publique. Les documents y sont librement téléchargeables.

Un accès gratuit au dossier est garanti sur un poste informatique mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole 6, rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo) du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Le dossier d'enquête publique en version papier sera mis à la disposition du public pendant la durée de l'enquête :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
- à la Mairie de la commune d'Aucamville, Place Jean-Louis Bazerque, 31140 Aucamville, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h45 à 17h30.

Des horaires exceptionnels peuvent être mis en place dans les lieux de consultation du dossier et des registres compte tenu des vacances scolaires, du contexte sanitaire et des mesures gouvernementales prises pendant la période de l'enquête publique.

Dès publication du présent arrêté, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

**Article 6 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions et avoir accès aux registres d'enquête publique**

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur un **registre dématérialisé sécurisé** accessible via le site internet de Toulouse Métropole ([metropole.toulouse.fr](http://metropole.toulouse.fr) rubrique **Je Participe**), accessible 7j/7j et 24h/24h ;
- sur un **registre papier** établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé, préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ouverts :
  - au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
  - à la Mairie de la commune d'Aucamville, Place Jean-Louis Bazerque, 31140 Aucamville, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h45 à 17h30
- **par voie postale** en adressant un courrier au Commissaire Enquêteur, au siège de l'enquête à Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 à faire parvenir pendant la durée de l'enquête publique, le cachet de la Poste faisant foi.

- par **courrier électronique** à l'adresse suivante : [modification-plu-aucamville@mail.registre-numerique.fr](mailto:modification-plu-aucamville@mail.registre-numerique.fr)

Le public aura accès au poste informatique mentionné à l'article 5 mis à disposition à Toulouse Métropole, afin de transmettre ses observations sur le registre dématérialisé sécurisé.

Les informations transmises par courrier électronique seront mises en ligne sur le registre dématérialisé pour être consultable par le public.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les observations du public sont consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande.

#### **Article 7 : Lieux, jours et heures où le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public**

Le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences qu'il tiendra en Mairie d'Aucamville aux jours et heures suivants :

- le mercredi 04/01/2023 de 09h00 à 12h00,
- le mercredi 18/01/2023 de 14h00 à 17h00,
- le samedi 28/01/2023 de 09h00 à 12h00,
- le vendredi 03/02/2023 de 14h00 à 17h00.

#### **Article 8 : Informations environnementales**

Le dossier du projet de 2ème modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, comprenant une notice d'incidences du projet sur l'environnement, a été transmis par Toulouse Métropole à l'autorité environnementale dans le cadre d'un examen au cas par cas, conformément aux articles R104-28 à R104-32 du Code de l'Urbanisme.

L'autorité environnementale dans sa décision rendue le 26 juillet 2022 et jointe au dossier d'enquête publique a décidé de ne pas soumettre à évaluation environnementale le dossier de 2ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville.

#### **Article 9 : Publicité de l'enquête**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment au siège de Toulouse Métropole, à la Mairie d'Aucamville et sur tous les emplacements prévus dans la Commune pour l'information du public sur le déroulement du présent projet de modification 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis au public sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole (<https://www.metropole.toulouse.fr>) et de la Commune d'Aucamville (<https://www.ville-aucamville.fr>).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

#### **Article 10 : Clôture des modalités d'enquête**

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, les registres papiers déposés en Mairie d'Aucamville et au siège de Toulouse Métropole seront transmis sans délai au Commissaire Enquêteur pour être clos par lui même.

La communication des observations du public sur le registre dématérialisé, par courrier électronique et l'envoi de courriers par voie postale prendront fin selon les modalités prévues à l'article 3, la date et l'heure du dépôt électronique et le cachet de la poste faisant foi.

**Article 11 : Élaboration et remise du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur**

Dans les huit jours de la réception des registres et des documents annexés, Monsieur le Commissaire Enquêteur rencontrera le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, ce dernier disposant d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

A défaut d'une demande motivée de report de délai adressée à Monsieur le Président de Toulouse Métropole par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ce dernier dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, pour transmettre à Monsieur le Président de Toulouse Métropole, le rapport et les conclusions motivées, ainsi que l'exemplaire du dossier d'enquête déposé en mairie d'Aucamville ou au siège de Toulouse Métropole, siège de l'enquête publique, accompagné des pièces annexées et des registres.

Monsieur le Commissaire Enquêteur adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Madame la Présidente du Tribunal Administratif.

**Article 12 : Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur**

Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole adresse une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur à Monsieur le Maire d'Aucamville et à Monsieur le Préfet, pour y être tenue à disposition du public sans délai pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également mise à disposition du public pendant 1 an au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 Direction de l'Urbanisme – Service de la Planification Urbaine, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h et en mairie d'Aucamville aux heures habituelles d'ouverture au public.

Le rapport et les conclusions seront en outre publiés sur le site internet de Toulouse Métropole, pour y être tenus à disposition du public durant 1 an.

**Article 13 : Décision adoptée à l'issue de l'enquête**

A l'issue de l'enquête, le projet de 2ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville, objet de la présente enquête, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du Commissaire Enquêteur sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

**Article 14 : Exécution du présent arrêté**

Monsieur le Commissaire Enquêteur et Monsieur le Président de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié sur le site de Toulouse Métropole.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Toulouse Métropole– 6, rue René Leduc, BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 – et à la Mairie d'Aucamville 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et Monsieur le Maire d'Aucamville

Fait à Toulouse, le 12 DEC. 2022

La Vice Présidente

Annette LAIGNEAU



*Le Président de Toulouse Métropole*

*Atteste exécutoire le présent acte*

- Reçu à la Préfecture le : 12 DEC. 2022

- Publié le :

- Publié par affichage :

- Au siège de Toulouse Métropole, le :

12 DEC. 2022

- en mairie, le :

**CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 25 MAI 2023**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

\*\*\*\*\*

N° 2023.68

***Nombre de membres :***

Afférents au Conseil Municipal	29		
En exercice	29		
Qui ont pris part à la délibération	22	Pour :	22
		Contre :	0
		Abstention	0

*Date de la convocation :* 15 mai 2023

L'an deux mille vingt-trois et le vingt-cinq mai à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune d'AUCAMVILLE s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Salle du Conseil, sur convocation régulière, sous la présidence de Madame Roseline ARMENGAUD, Premier Adjoint.

**Présents :** Mme Roseline ARMENGAUD, M. Fabrice IGOUNET, Mme Valérie DREUILHE, M. Patrick FERRARI, Mme Annette BALAGUE, Mme Véronique FABREGAS, M. Francis MUSARD, Mme Monique PONS, M. Jean-Charles VALMY, M. Patrick DUBLIN, M. Daniel THOMAS, Mme Caroline CHALLET, Mme Marie CLAIREFOND, Mme Nelly DENES, Mme Thérèse FOISSAC, M. Alexis FRIGOUL, Mme Christine MERLE-JOSE, M. Thierry RAFAZINE, M. Laurent TALBOT, M. Nicolas TOURNIER.

**Pouvoir(s) :** M. Félix MANERO pouvoir à M. Patrick FERRARI, M. Jean-Jacques BECHENY pouvoir à Mme Roseline ARMENGAUD.

**Absent(s) excusé(s) :** M. Gérard ANDRE, M. Bertrand DEBUISSER, Mme Caroline ANDREU, Mme Lylia CHALLAL, M. Jean-Pierre JAMMES, Mme Mireille OVADIA, Mme Hélène TOULY.

**Secrétaire de séance :** M. TOURNIER.

**Objet de la délibération : PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL RELATIF AU PROJET DE 2EME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE D'AUCAMVILLE AVANT APPROBATION PAR LE CONSEIL DE LA METROPOLE**

**Exposé :**

Il y a une procédure en cours relative à la 2<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, prise par arrêté du Président de Toulouse Métropole du 18 mai 2022, en vue de permettre, sur le secteur de Gratian, la réalisation d'un

programme d'aménagement mixte favorisant l'émergence d'une nouvelle polarité. Ce programme doit permettre de poursuivre l'engagement en production de logements locatifs sociaux pris au travers du Pacte Métropolitain de l'Habitat du 14 octobre 2021 pour la période triennale 2023-2025 (arrêté n°AGT-22-0109 du 18/05/2022).

Le dossier a été notifié :

- Le 22 juin 2022 à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe), dans le cadre d'un examen au cas par cas,
- Le 13 juillet 2022 aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC), conformément à l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme.

Il a par ailleurs fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du mercredi 04 janvier 2023 au vendredi 03 février 2023 inclus (arrêté n°AGT-22-0314 du 12 décembre 2022).

### **Objets de la présente procédure de modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville :**

Le projet de 2<sup>ème</sup> modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville a pour principal objet le développement du secteur Gratian occupé actuellement par de l'habitat individuel, des activités économiques, un parc et des équipements de loisirs.

Le dossier porte plus particulièrement sur la création d'une Orientation d'Aménagement (OA) « Gratian », visant à permettre sur ce secteur :

- La réalisation d'un programme de 200 à 250 logements,
- Le confortement et la requalification des espaces à vocation économique,
- Ainsi que le réaménagement et la sécurisation des voies de desserte et d'accès au secteur telles que le chemin Auguste Gratian, l'accès au futur groupe scolaire ou la desserte de la zone naturelle de loisirs attenante.

Cette orientation d'aménagement se veut exigeante en matière de confort, de respect de l'environnement, de sobriété foncière, d'économie et de performance énergétique.

Elle a également comme objectif l'ouverture du quartier vers les espaces urbanisés limitrophes ainsi que les espaces de nature tels que le lac Claude Cornac, à proximité immédiate et le canal latéral, en développant notamment des maillages pour les modes actifs.

La mise en œuvre de ce projet nécessite la modification des pièces suivantes du document d'urbanisme :

- Les pièces réglementaires écrites et graphiques, avec la création d'un sous-secteur UCc (zone d'habitat mixte) permettant une majoration des droits à construire par rapport à la zone UC,
- La liste des emplacements réservés, avec la création d'un emplacement réservé n°10 permettant la requalification du chemin Gratian,
- Les Orientations d'Aménagement avec la suppression des OA dites « Zone industrielle » (OA secteur 9 du PLU) et « Lacourtenourt » (OA secteur 5 du PLU), et leur remplacement par une OA « Gratian » (OA secteur 11) d'un périmètre de 33 ha.

Ce projet de 2<sup>ème</sup> modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville a pour objet secondaire de rectifier une erreur matérielle relative à la superficie de l'emplacement réservé n°2 relatif à la réalisation d'une voie verte piétons-cycles. Cette erreur matérielle ne concerne pas le secteur Gratian.



**En vertu de l'article L. 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est invité à formuler un avis, préalablement à l'examen de l'approbation de la 2<sup>ème</sup> modification du PLU par le Conseil de la Métropole.**

Les annexes permettant de prendre connaissance du contenu du projet de 2<sup>ème</sup> modification du PLU, il est proposé au Conseil Municipal d'examiner les avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (Partie 1) et des Personnes Publiques Associées (Partie 2), formulés en cours de procédure, le déroulé de l'enquête publique et le rapport du commissaire enquêteur (Partie 3), avant l'approbation du Conseil de la Métropole du dossier éventuellement modifié pour tenir compte de ceux-ci et comprenant la nécessaire mise à jour des annexes en application de l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme (Partie 4).

### **I) Avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale**

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a rendu son avis le 26 juillet 2022 et considère, au regard de l'ensemble de ces éléments, que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement. Elle dispense d'évaluation environnementale le dossier de 2<sup>ème</sup> modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville.

### **II) Avis des Personnes Publiques Associées et Consultées et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole**

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification a été notifié le 13 juillet 2022 aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC), conformément au Code de l'Urbanisme. 6 réponses ont été reçues :

- **La Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne (DDT31)**, par courrier du 30 août 2022, a formulé plusieurs observations sur le projet d'aménagement du secteur Gratian.
  - En termes de mixité sociale, convenant que l'OA Gratian fixe une part de logements locatifs sociaux de 35 % minimum pour favoriser la mixité sociale du programme, elle engage à ce que cette répartition figure également au règlement écrit, seul document opposable. Elle préconise également que la ventilation entre le logement locatif social et l'accession sociale soit clairement énoncée au travers de l'OA.
  - Elle estime que l'OA aurait mérité des précisions quant aux préconisations en matière de protection du bruit puisque ce secteur est fortement exposé aux nuisances de l'autoroute A62 et de la M820 (route de Paris).
  - Elle suggère d'inclure la gare de Lacourtenourt dans le périmètre de l'OA, ainsi que le périmètre des études en cours de requalification de la M820, afin de mieux éclairer les enjeux de connexions souhaités par la commune, ainsi que la recherche de qualité urbaine et de requalification de la zone économique.
  - Elle souligne le fait que l'OA n'aborde pas le thème des énergies renouvelables alors même que certains programmes pourraient en être le support.
  - Les autres points abordés par la procédure n'appellent pas de remarques particulières de sa part.

*En réponse à la DDT31, Toulouse Métropole précise les éléments suivants :*

- *Le règlement écrit opposable, approuvé le 20 octobre 2022, impose déjà en zone UC une part de 35 % minimum de logements locatifs sociaux au sein de chaque opération supérieure ou égale à 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Ce taux s'applique au nouveau sous-secteur UCc. La partie écrite de l'OA Gratian*

*sera modifiée après enquête pour mieux éclairer la répartition de logements, notamment entre la part destinée à du locatif social et celle destinée aux autres types de logements (accession, intermédiaire, privé).*

- *Concernant la prise en compte des nuisances dévolues aux grandes infrastructures longeant le site, d'une part les principes de composition urbaine et de qualité architecturale de l'OA Gratian (implantation et conception des futurs bâtiments) ont été élaborés de façon à minimiser l'impact des nuisances sonores et visuelles au regard des futurs usagers et habitants du site. L'OA reprend les préconisations majeures du schéma directeur du secteur Gratian, qui a guidé l'élaboration de cette pièce du PLU. Des fiches de lot viendront compléter les dispositifs permettant de garantir une insertion urbaine de qualité des futurs logements et la réduction de l'exposition des populations nouvelles aux nuisances. D'autre part, l'OA mentionne expressément la volonté de garantir une bonne cohabitation entre secteur d'habitat et secteur d'activités. Le schéma de l'OA en précise les principes.*
  - *Le périmètre de l'OA Gratian sera maintenu tel que présenté à l'enquête publique car même s'il est indéniable que les enjeux des projets limitrophes auront un impact positif sur le secteur d'aménagement de Gratian, la prise en compte des aménagements liés aux projets des Aménagements Ferroviaires Nord Toulousain (AFNT) avec l'aménagement de la gare de Lacourtenourt et de la requalification de la M820 pourra être réalisée ultérieurement, leur temporalité étant moins immédiate que celle de la réalisation des objectifs en matière de logements du projet Gratian.*
  - *Si les objectifs en matière d'énergies renouvelables ne sont pas explicitement décrits par l'OA, il n'en demeure pas moins que ce projet d'aménagement souhaite garantir leur développement. Le projet s'assure notamment de la conception bioclimatique des bâtiments. Une évolution de l'OA Gratian sur ce point pourra être réalisée dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H en cours.*
- **La Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA)**, par courrier du 09 juillet 2022, n'a pas de remarque particulière, le souhait de conforter et requalifier la vocation économique de la zone n'entraînant pas de changement dans le zonage économique.
  - **Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne (CD31)**, par courrier du 25 juillet 2022, n'a aucune observation particulière sur le dossier.
  - **La SNCF Réseau**, par courrier du 02 août 2022, informe Toulouse Métropole de la transmission dudit dossier à SNCF Immobilier.
  - **Tisséo Collectivités**, par courrier du 16 août 2022, n'a aucune observation particulière sur la nature des modifications apportées au regard des orientations du plan de mobilité opposable et de l'organisation du réseau Tisséo.
  - **La Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne**, par courrier du 2 janvier 2023, a émis un avis favorable.

*En conclusion, sur les 6 courriers reçus :*

- *4 avis émis sur 5 sont soit favorables, soit sans observation.*
- *Concernant l'avis de la DDT31, le dossier fera l'objet d'une modification après enquête publique pour intégrer la remarque de précision sur la ventilation de la programmation en logements. En cela, elle recoupe la recommandation du commissaire-enquêteur, exposée en partie III de la présente délibération.*

### **III) Enquête publique**

Le projet de modification du PLU a fait l'objet d'une enquête publique du 04 janvier 2023 au 03 février 2023 inclus, prescrite par arrêté 12 décembre 2022. Le tribunal administratif a désigné Monsieur Didier CANCE, en date du 24 octobre 2022, en qualité de commissaire-enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique désignée ci-dessus.

L'information au public a été assurée par voie de presse, par affichage au siège de Toulouse Métropole, en Mairie d'Aucamville, sur différents emplacements sur le territoire de la Commune et sur le site internet de Toulouse Métropole et de la Mairie d'Aucamville.

Le dossier du projet de 2<sup>ème</sup> modification du PLU et l'exposé de ses motifs ont été mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole et en Mairie d'Aucamville accompagnés de registres papier permettant au public de formuler ses observations.

Le dossier était également disponible sur le site internet de Toulouse Métropole. Le public pouvait également envoyer un courrier par voie postale au commissaire enquêteur ou encore formuler ses observations par courriel ou sur un registre dématérialisé sécurisé et accessible via le site internet de Toulouse Métropole.

#### Observations du public :

#### **4 observations ont été déposées pendant l'enquête publique :**

- 3 contributions sur le registre dématérialisé,
- 1 contribution sur le registre papier déposé en Commune d'Aucamville et 0 contribution sur celui déposé à Toulouse Métropole,
- 0 courrier,
- 0 courriel.

L'analyse des observations fait apparaître 4 avis favorables au projet d'aménagement du quartier, d'implantation du groupe scolaire et d'aménagement de la voirie pour y apaiser et sécuriser la circulation.

Ces contributions soulignent l'importance de prévoir un habitat diversifié en accession sociale, un aménagement de voirie non surdimensionné et préservant (dans la mesure du possible) les arbres sains existants, une amélioration des accès à la M820, aux voies ferrées et aux berges du canal, une traversée sécurisée de la M820 pour les modes actifs, un développement des murs anti-bruit le long de l'autoroute, et du développement de services/commerces pour créer un véritable lieu de vie.

Elles relèvent également :

- Pour 1 avis, une incohérence entre le zonage mixte « UCc » et le graphique de l'OA Gratian qui propose une « dominante économique », sans remettre en cause la nature du projet, qui est, en soi, bien accepté.
- Pour 1 autre avis, une incohérence entre l'espace de loisirs (jardins partagés) et la dominante économique de l'OA Gratian.

*En réponse à ces contributions, Toulouse Métropole précise les éléments suivants :*

- *Concernant les améliorations de voirie et d'accès vers certaines grandes infrastructures (lignes ferroviaires, M820, canal latéral), ces sujets sont traités par des projets d'envergure en cours auxquels la Commune d'Aucamville est associée. Les remarques relatives à l'aménagement du chemin Gratian sont entendues. Ce projet fera prochainement l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique pour travaux. Ces remarques pourront être étudiées dans ce cadre. En tout état de cause, l'emplacement réservé positionné pour permettre les acquisitions nécessaires à cet aménagement futur n'est pas remis en cause.*
- *Concernant l'incohérence entre le zonage UCc et la dominante économique de l'OA, le zonage réglementaire retenu n'est pas réhibitoire dans le sens où la zone UC est mixte et qu'elle autorise certaines activités de service ainsi que certaines activités économiques. Toutefois, dans le cadre d'un projet*

*d'extension de l'entreprise Liebherr située à proximité, pour lequel la commune est favorable, il est bien envisagé par Toulouse Métropole de reclasser, à terme, une partie de ces terrains en zone UE dans le cadre de l'élaboration en cours du futur PLUi-H. Pour mémoire, la présente modification de PLU avait pour fil rouge le développement de la zone d'habitat, d'un développement sécurisé des accès, au regard notamment de la future implantation du groupe scolaire. Les évolutions réglementaires pourront être de nouveau appréciées dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi-H.*

- *Concernant la demande relative aux espaces de loisirs et à leur matérialisation dans le graphique de l'OA, celle-ci fait l'objet d'une recommandation de la part du commissaire-enquêteur. Le dossier sera modifié sur ce point (voir ci-après) tel que demandé par l'association.*

#### Rapport et conclusions du commissaire enquêteur :

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur, dans ses conclusions reçues le 3 février 2022 a émis un **avis favorable** assorti de **0 réserve et 3 recommandations** au projet de 2<sup>ème</sup> modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville :

- **Recommandation n°1 :** exercer une pression constante sur les autorités en charge de la promotion du RER à Lacourtenourt.
- **Recommandation n°2 :** étendre sur le graphique de l'OA Gratian, la zone hachurée des espaces à dominante de loisirs vers le nord, comprenant au moins la superficie des jardins partagés.
- **Recommandation n°3 :** modifier dans l'OA la rédaction du paragraphe relatif au complément en logements à prix abordables.

Le rapport de la commission d'enquête relève également, sans être reprise dans ses conclusions, la recommandation de supprimer l'emplacement réservé (ER) n°1 (Bénéficiaire : la Commune d'Aucamville – Destination : extension de la zone de loisirs du lac – Superficie : 9 536m<sup>2</sup>) dont l'acquisition a déjà été réalisée par la Commune d'Aucamville (signalement de M. Wohl de l'association Jardins Partagés de Loulou). Cette demande sera prise en compte par Toulouse Métropole, cet ER n'ayant plus lieu d'être.

*En réponse, Toulouse Métropole prend en compte ces 3 recommandations et entend modifier les documents comme suit :*

- *Concernant la remarque n°1, celle-ci n'engendre pas d'évolution du dossier de 2<sup>ème</sup> modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville. Toutefois, la commune s'engage à promouvoir le développement d'un transport en commun performant tel que le projet de RER métropolitain.*
- *Concernant la remarque n°2, le graphique de l'OA Gratian sera modifié pour identifier les jardins partagés en dominante « équipements publics » complétée par un « espace à dominante de loisirs, de sport et/ou de détente » dans sa partie nord.*
- *Concernant la remarque n°3, le texte de la partie programmatique de l'OA Gratian sera précisé pour améliorer la rédaction relative à la ventilation entre logements locatifs sociaux et logements abordables.*

Ces modifications nécessitent également de modifier l'OA Gratian dans sa partie écrite et graphique, de mettre à jour la notice explicative, ainsi que la liste des emplacements réservés. Le document graphique au 1/5000<sup>ème</sup> sera également modifié pour tenir compte de l'approbation de la 3<sup>ème</sup> modification simplifiée du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, en date du 22 juin 2023 qui vient rectifier des erreurs matérielles suite à l'adoption de la 2<sup>ème</sup> modification simplifiée approuvée le 20 octobre 2022.

#### IV) Mise à jour des annexes

Plusieurs actes/périmètres adoptées par Toulouse Métropole/Préfecture/DREAL nécessitent de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville.

La mise à jour est effectuée sur les documents suivants :

**Pièce n°5 du PLU – Annexes**

**5. 1- Annexes Sanitaires**

**5.1.4 Notice déchets urbains**

**Est mis à jour :**

- Le Règlement du Service Public de Gestion des Déchets adopté par délibération du 28 juin 2018 a été mis à jour par délibération du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 (DEL-21-1047).

**5.2 - Servitudes d'utilité publique (SUP)**

**5.2.1 Liste des servitudes**

**Sont abrogées :**

- Par arrêté du 1er mars 2021, les servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de France Télécom devenue Orange,
- Par arrêté du 18 mars 2021, les servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de TéléDiffusion de France devenue TDF.

**Est instituée :**

- La nouvelle Servitude d'Utilité Publique (I1 I3) prenant en compte la maîtrise des risques des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques. Cette servitude a été instituée par arrêté préfectoral n°31-2022-12-24-00001 du 24 décembre 2021.

**5.2.2 Plan des servitudes**

**Sont supprimés :**

- Les deux périmètres AS1 de protection de captage pour l'alimentation de l'usine de Lacourtenourt sur les Communes de Blagnac, Beauzelle, Fenouillet et Aucamville.

En effet, en l'absence d'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique ces deux périmètres de protection, ceux-ci n'auraient pas dû être annexés aux documents d'urbanisme. Depuis, l'usine de Lacourtenourt est en cours de démolition. Les périmètres de protection de captage n'ont donc plus lieu d'être.

**Est institué :**

- Le périmètre de la nouvelle Servitude d'Utilité Publique (I1 I3) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques. Cette servitude a été instituée par arrêté préfectoral n°31-2022-12-24-00001 du 24 décembre 2021.

**5.3 Classement sonore des infrastructures terrestres**

**Est substitué :**

- Le nouvel arrêté préfectoral du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne remplaçant l'arrêté préfectoral abrogé du 23 décembre 2014.

**5.4 Périmètre de droit de préemption urbaine**

**Est institué :**

- Par délibération n°49.2020 du Conseil Municipal de la Commune d'Aucamville du 16 juin 2020 adoptant une définition numérique du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, les deux annexes numériques se substituant au plan de la délibération municipale n°2.2007 du 27 janvier 2007 relative à l'instauration d'un droit de préemption urbain sur les fonds artisanaux, sur les fonds de commerce et les baux commerciaux.

**5.7 Périmètre de sursis à statuer suivant L.424.1 du Code de l'Urbanisme**

**Sont institués les périmètres de sursis à statuer suivants :**

- Le secteur pour le projet de Linéo 10, sur les Communes de Toulouse, Aucamville, Fonbeauzard, Saint-Alban et Fenouillet, adopté par délibération du Syndicat Mixte de Tisseo Collectivité du 28 mars 2018 (D.2018.03.28.2.3).
- Le secteur Aucamville, Launaguet, Toulouse, dénommé « ALT » à l'interface des Communes d'Aucamville, Launaguet et Toulouse, adopté par délibération du Conseil de la Métropole du 27 juin 2019 (DEL19-0197) qui abroge de fait les périmètres d'études Dortis-Gaussen, Stocco et Alphand situé sur la commune de Toulouse, tels qu'instaurés par délibération du Conseil de la Métropole du 18 décembre 2014 (DEL-14-689).
- Le secteur Gratian adopté par délibération du Conseil de la Métropole du 24 mars 2022 (DEL-22-0351).
- Le secteur dénommé « Entrée de ville Avenue des Etats-Unis » sur les Communes de Toulouse, Aucamville et Fenouillet, adopté par délibération du Conseil de la Métropole du 23 juin 2022 (DEL-22-0558).

**5.8 Autres annexes**

**Périmètre de Taxe d'Aménagement Majorée (TAM)**

**Est institué :**

- Un périmètre de Taxe d'Aménagement Majorée (TAM) sur l'ensemble des zones urbaines de la Commune d'Aucamville, adopté par délibération du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 (DEL 20-0751) abrogeant la délibération du 03 octobre 2017 qui concernait la mise en place d'une TAM sur les secteurs Ouest et Fronton Bourdettes (DEL 17-0810).

**Périmètre soumettant à permis de démolir :**

**Est institué :**

- Un périmètre soumettant les secteurs Est/Centre/Ouest de la Commune à permis de démolir, adopté par délibération n°107.2016 du 15 septembre 2016 du Conseil Municipal de la Commune d'Aucamville.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de donner un **AVIS FAVORABLE** au projet de 2<sup>ème</sup> modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville. Le dossier qui sera présenté à l'approbation Conseil de la Métropole fera l'objet d'une modification pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations du public, des recommandations du commissaire enquêteur et de la nécessaire mise à jour des annexes, comme explicité ci-dessus dans le corps de texte de la présente délibération.

### Décision :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à 44, L.151-43, L.153-60, R.104-33 à 37 et R.153-8 à R.153-10, R.151-51 à R.151-53 et R.153-18,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018,

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial de Toulouse Métropole approuvé par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019,

Considérant le Pacte métropolitain de l'Habitat adopté le 14 octobre 2021 par le Conseil de la Métropole,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville approuvé par délibération du Conseil de Communauté le 19 décembre 2011, modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil de Communauté le 19 décembre 2013, modifié par délibération du Conseil de la Métropole le 18 février 2016, modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil de la Métropole le 20 octobre 2022, puis modifié de manière simplifiée pour rectification d'erreurs matérielles par délibération du Conseil de la Métropole du 22 juin 2023,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 18 mai 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la modification du PLU de Toulouse métropole, Commune d'Aucamville,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 12 décembre 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville,

Vu le rapport du 03 mars 2023 du commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable,

Vu l'avis du Conseil Municipal de la Commune d'Aucamville du 25/05/2023,

Vu l'avis de la Commission Urbanisme et Projets Urbains du 05/06/2023,

Vu la délibération n°DEL-21-1047 du 16 décembre 2021 portant Collecte des déchets : mise à jour du Règlement du Service Public de Gestion des Déchets adopté par délibération du 28 juin 2018,

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2021 portant abrogation des décrets instituant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de France Télécom devenue Orange,

Vu l'arrêté du 18 mars 2021 portant abrogation des décrets fixant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de TéléDiffusion de France devenue TDF,

Conseil Municipal du jeudi 25 mai 2023

Délibération n°2023.68 : Plan Local d'Urbanisme - avis du conseil municipal relatif au projet de 2ème modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville avant approbation par le Conseil de la Métropole

Vu l'arrêté préfectoral n°31-2022-12-24-00001 du 24 décembre 2021 instituant des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport et de distribution de gaz naturel ou assimilé d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de d'Aucamville,

Considérant que l'usine de production d'eau potable de Lacourtenourt a été déconnectée et est encours de démolition, les deux périmètres AS1 impliquant les communes de Blagnac, Beauzelle, Fenouillet et Aucamville et correspondant à des périmètres de captage pour l'alimentation de cette usine peuvent être supprimés du plan des servitudes. Ces périmètres n'avaient pas été reportés sur la liste,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne et abrogeant l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014,

Vu la délibération du 16 juin 2020 du Conseil Municipal de la commune d'Aucamville n°49.2020 adoptant une définition numérique du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, les deux annexes numériques se substituant au plan de la délibération n°2.2007 du 27 janvier 2007,

Vu la délibération du 28 mars 2018 (D.2018.03.28.2.3) du syndical mixte de Tisseo Collectivité instaurant un périmètre de sursis à statuer au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme pour le projet de Linéo 10,

Vu le sursis à statuer au titre de l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme, institué par délibération DEL-19-0197 du Conseil de la Métropole du 27 juin 2019 sur le secteur dénommé « ALT », à l'interface des communes d'Aucamville, Launaguet et Toulouse et qui abroge de fait les périmètres d'études Dortis-Gaussen, Stocco et Alphand situés sur la commune de Toulouse, tels qu'instaurés par délibération DEL-14-689 du Conseil de la Métropole du 18 décembre 2014,

Vu la délibération n°DEL-22-0351 du Conseil de la Métropole du 24 mars 2022 instaurant un périmètre de sursis à statuer au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme sur le secteur Gratian,

Vu la délibération n°DEL-22-0558 du 23 juin 2022 portant sur instauration d'un périmètre de sursis sur Toulouse, Aucamville et Fenouillet, sur le secteur « entrée de ville avenue des Etats-Unis » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme,

Vu la délibération DEL-20-0751 du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 abrogeant la délibération n°17-810 du 3 octobre 2017 concernant la mise en place de périmètres de taxe d'aménagement (TAM) Secteurs Ouest et Fronton Bourdettes sur la Commune d'Aucamville et instaurant une taxe d'aménagement majorée sur l'ensemble des zones urbaines de la commune,

Vu la délibération du 15 septembre 2016 du Conseil Municipal de la Commune d'Aucamville n°107.2016 soumettant les secteurs Est/Centre/Ouest de la commune à permis de démolir désigné sur le plan annexé à la délibération,

Considérant que le site geoportail de l'urbanisme ([geoportail-urbanisme.fr](http://geoportail-urbanisme.fr)) regroupe déjà les documents d'annexes mis à jour, un renvoi vers ce site internet est conseillé pour les demandes d'informations s'y référant,

Vu le dossier de modification, modifié après enquête publique, tel qu'annexé à la présente délibération,

Entendu l'exposé de Mme ARMENGAUD, Premier Adjoint, et après en avoir délibéré,

### Décide

**Article 1 :** d'émettre un AVIS FAVORABLE sur le projet de 2<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, composée des pièces mises à enquête publique du 04 janvier au 03 février 2023 jointes à la présente délibération, modifiées



pour prendre en compte les recommandations du commissaire-enquêteur, et intégrant la mise à jour des annexes.

**Article 2** : de dire que le dossier modifié de 2<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, une fois approuvé par le Conseil de la Métropole, ainsi que le rapport du commissaire enquêteur seront consultables au siège de Toulouse Métropole, 6, Place René Leduc – BP35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Service planification urbaine, 4ème étage, de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, en préfecture de Haute-Garonne, ainsi que sur le site internet de Toulouse Métropole.

**Article 3** : de préciser que la présente délibération sera exécutoire, en vertu de l'article L153-23 du code de l'urbanisme après sa transmission au Préfet, son affichage en Mairie d'Aucamville pendant un mois, et la publication sur le portail national de l'urbanisme du dossier de PLU modifié et de la délibération qui l'approuve.

**Article 4** : d'autoriser Monsieur le Maire d'Aucamville à signer tous les actes afférents.

Le Maire,

Signé électroniquement par:  
Gerard ANDRE



Gérard ANDRE

*Document signé électroniquement*

**Délibération n°DEL-23-0413**

**Approbation de la deuxième modification du Plan Local  
d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville**

L'an deux mille vingt-trois le jeudi vingt-deux juin à neuf heures vingt-neuf, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Concorde - Centre de Congrès Pierre Baudis - Toulouse.

**Participants**

Afférents au Conseil :	133
Présents :	114
Procurations :	19
Date de convocation :	16 juin 2023

**Présents**

Aigrefeuille	M. Christian ANDRE
Aucamville	Mme Roseline ARMENGAUD
Aussonne	M. Michel BEUILLE, Mme Sylvie LLOUBERES
Balma	M. Frédéric LEMAGNER, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Marc FERNANDEZ
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Joseph CARLES, Mme Bernadette GUERY, M. Jean-Michel MAZARDO, Mme Danielle PEREZ
Brax	M. Thierry ZANATTA
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelnau	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	Mme Sophie BOUBIDI, M. Patrick JIMENA, M. Thomas LAMY, Mme Josiane MOURGUE, M. Arnaud SIMION, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET, M. Pierre VERNIOL
Cornebarrieu	Mme Dalila COUSIN, M. Alain TOPPAN
Cugnaux	M. Thomas KARMANN, Mme Marie-Hélène ROURE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Thierry DUHAMEL
Flourens	M. Jean-Pierre FOUCHOU-LAPEYRADE
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD
Gagnac-sur-Garonne	M. Patrick BERGOUNOUX
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	Mme Patricia PARADIS, M. Michel ROUGE
Lespinasse	M. Alain ALENCON
L'Union	Mme Brigitte BEC, M. Marc PERE
Mondonville	Mme Véronique BARRAQUE ONNO
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Montrabé	M. Jacques SEBI
Pibrac	M. Honoré NOUVEL, Mme Camille POUPONNEAU
Quint-Fonsegrives	M. Jean-Pierre GASC
Saint-Alban	M. Alain SUSIGAN
Saint-Jory	M. Thierry FOURCASSIER
Saint-Orens	M. Serge JOP
Seilh	M. Didier CASTERA
Toulouse	Mme Caroline ADOUE-BIELSA, Mme Fella ALLAL, M. Christophe ALVES, Mme Françoise AMPOULANGE, Mme Laurence ARRIBAGE, M. Olivier ARSAC, Mme Patricia BEZ, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Jacques BOLZAN, M. Jean-Paul

	BOUCHE, Mme Maroua BOUZAIDA, M. Maxime BOYER, M. François BRIANÇON, M. Sacha BRIAND, Mme Hélène CABANES, M. François CHOLLET, M. Gaëtan COGNARD, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Aymeric DEHEURLES, Mme Cécile DUFRAISSE, M. Jamal EL ARCH, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Isabelle FERRER, M. Vincent GIBERT, M. Francis GRASS, Mme Isabelle HARDY, Mme Caroline HONVAULT, Mme Valérie JACQUET VIOLLEAU, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Pierre LACAZE, M. Djillali LAHIANI, Mme Annette LAIGNEAU, M. Jean-Michel LATTES, M. Maxime LE TEXIER, Mme Marine LEFEVRE, Mme Hélène MAGDO, Mme Souhayla MARTY, M. Antoine MAURICE, Mme Odile MAURIN, Mme Brigitte MICOULEAU, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Nicolas MISIAK, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Julienne MUKABUCYANA, Mme Nina OCHOA, Mme Gnadang OUSMANE, M. Philippe PERRIN, Mme Julie PHARAMOND, Mme Agnès PLAGNEUX BERTRAND, M. Jean-François PORTARRIEU, M. Clément RIQUET, M. Daniel ROUGE, M. Bertrand SERP, Mme Nadia SOUSSI, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Nicole YARDENI
Tournefeuille	M. Patrick CHARTIER, Mme Corinne CURVALE, M. Dominique FOUCHIER, Mme Corinne GINER, M. Laurent SOULIE
Villeneuve-Tolosane	Mme Agnès BENOIT-LUTMAN, M. Romain VAILLANT

### Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
M. Gérard ANDRE	Thierry DUHAMEL
Mme Sophie LAMANT	Ida RUSSO
M. Pascal BOUREAU	Danielle PEREZ
M. Franck RIBEYRON	Pierre LACAZE
Mme Ana FAURE	Agnès BENOIT-LUTMAN
M. Albert SANCHEZ	Pierre VERNIOL
Mme Véronique DOITTAU	Robert MEDINA
M. Gil BEZERRA	Véronique DOITTAU
M. Bruno ESPIC	Vincent GIBERT
Mme Céline MORETTO	Sylvie LLOUBERES
Mme Dominique FAURE	Vincent TERRAIL-NOVES
M. Romain CUJIVES	Isabelle HARDY
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Laurence KATZENMAYER
Mme Ghislaine DELMOND	Christophe ALVES
M. Jonhny DUNAL	Fella ALLAL
Mme Christine ESCOULAN	Djillali LAHIANI
Mme Marion LALANE- DE LAUBADERE	Gaëtan COGNARD
Mme Agathe ROBY	Marc PERE
M. Thierry SENTOUS	Francis GRASS

## **Délibération n° DEL-23-0413**

# **Approbation de la deuxième modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville**

## **Exposé**

Par arrêté en date du 18 mai 2022, Monsieur le Président de Toulouse Métropole a pris l'initiative de la mise en œuvre d'une procédure de 2ème modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville, en vue de permettre, sur le secteur de Gratian, la réalisation d'un programme d'aménagement mixte favorisant l'émergence d'une nouvelle polarité. Ce programme permettra de poursuivre l'engagement en production de logements locatifs sociaux pris au travers du Pacte Métropolitain de l'Habitat du 14 octobre 2021 pour la période triennale 2023-2025.

Ce dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) en date du 13 juillet 2022, ainsi qu'à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale le 22 juin 2022 dans le cadre d'un examen au cas par cas.

L'enquête publique s'est déroulée du mercredi 4 janvier 2023 au 3 février 2023 inclus.

Il est aussi proposé au Conseil de la Métropole d'examiner les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur avant d'approuver le dossier éventuellement modifié pour tenir compte de ceux-ci, et comprenant la mise à jour des annexes.

### **I) Objets de la présente modification du PLU de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville**

Afin de permettre le développement du secteur de Gratian, occupé par de l'habitat individuel, un parc, des équipements de loisirs, et des activités économiques, le dossier mis à enquête publique a porté sur :

- la création d'une Orientation d'Aménagement (OA) « Gratian », nouveau secteur de développement mixte de la commune, permettant la réalisation d'un programme de 200 à 250 logements, le confortement et la requalification des espaces à vocation économique, ainsi que le réaménagement et la sécurisation des voies de desserte et d'accès au secteur (chemin Gratian), au futur groupe scolaire et à la zone naturelle de loisirs attenante. Cette orientation d'aménagement se veut exigeante en matière de confort d'usage, de respect de l'environnement, de sobriété foncière, d'économie et de performance énergétique et économe en matière de consommation d'espace.

La mise en œuvre de ce projet nécessite la modification des pièces suivantes du document d'urbanisme :

- Pièces réglementaires écrites et graphiques, avec la création d'un sous-secteur UCc (zone d'habitat mixte) permettant une majoration des droits à construire par rapport à la zone UC,
- Liste des emplacements réservés, avec la création d'un emplacement réservé n°10 permettant la requalification du chemin Gratian,
- Orientations d'Aménagement avec la suppression des OA dites « Zone industrielle » (OA secteur 9 du PLU) et « Lacourtenourt » (OA secteur 5 du PLU), et leur remplacement par une OA « Gratian » (OA secteur 11) d'un périmètre de 33 ha. Cette OA aura également comme objectif l'ouverture du quartier vers les espaces urbanisés limitrophes ainsi que les espaces de nature tels que le lac Claude Cornac, à proximité immédiate et le canal latéral, en développant notamment des maillages pour les modes actifs.

Cette 2ème modification permet également de rectifier une erreur matérielle relative à la superficie l'emplacement réservé n°2 pour la réalisation d'une voie verte piétons-cycles. Cette erreur matérielle ne concerne pas le secteur de Gratian.

## **II) Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale**

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a rendu son avis en date du 26 juillet 2022 et considère, au regard de l'ensemble de ces éléments, que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement. Elle dispense d'évaluation environnementale le dossier de 2ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville.

## **III ) Avis des Personnes Publiques Associées et Consultées et prise en compte**

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification a été notifié aux personnes publiques associées et consultées, en date du 13 juillet 2022, conformément au code de l'urbanisme.

Six réponses ont été reçues :

1 - La Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne (DDT31), par courrier en date du 30 août 2022, a formulé plusieurs observations sur le projet d'aménagement du secteur Gratian.

- En termes de mixité sociale, convenant que l'OA Gratian fixe une part de logements locatifs sociaux de 35 % minimum pour favoriser la mixité sociale du programme, elle engage à ce que cette répartition figure également au règlement écrit, seul document opposable. Elle préconise également que la ventilation entre logement locatif social et accession sociale soit clairement énoncée au travers de l'OA.

- Elle estime que l'OA aurait mérité des précisions quant aux préconisations en matière de protection du bruit puisque ce secteur est fortement exposé aux nuisances de l'autoroute A 62 et de la M820 (route de Paris).

- Elle suggère d'inclure la gare de Lacourtenourt dans le périmètre de l'OA, ainsi que le périmètre des études en cours de requalification de la M820, afin de mieux éclairer les enjeux de connexion souhaités par la commune, ainsi que la recherche de qualité urbaine et de requalification de la zone économique.

- Elle souligne le fait que l'OA n'aborde pas le thème des énergies renouvelables alors même que certains programmes pourraient en être le support.

- Les autres points abordés par la procédure n'appellent pas de remarques particulières de sa part.

En réponse à la DDT31, Toulouse Métropole précise les éléments suivants :

- le règlement écrit opposable, approuvé en date du 20 octobre 2022, impose déjà une part de 35 % minimum de logements locatifs sociaux au sein de chaque opération supérieure ou égale à 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher en zone UC. Ce taux s'applique au nouveau sous-secteur UCc. La partie écrite de l'OA Gratian sera modifiée après enquête pour mieux éclairer la répartition de logements, notamment entre la part destinée à du locatif social et celle destinée aux autres types de logements (accession, intermédiaire, privé).

- le périmètre de l'OA Gratian sera maintenu tel que présenté à l'enquête publique car même s'il est indéniable que les enjeux des projets limitrophes auront un impact positif sur le secteur d'aménagement de Gratian, la prise en compte des aménagements liés aux projets des Aménagements Ferroviaires Nord Toulousain (AFNT) avec l'aménagement de la gare de Lacourtenourt et la requalification de la M820 pourra être réalisée ultérieurement, leur temporalité étant moins immédiate que celle de la réalisation des objectifs en matière de logements du projet Gratian.

- concernant la prise en compte des nuisances dévolues aux grandes infrastructures longeant le site, d'une part les principes de composition urbaine et de qualité architecturale de l'OA Gratian (implantation et conception des futurs bâtiments) ont été élaborés de façon à minimiser l'impact des nuisances sonores et visuelles pour les futurs usagers et habitants du site. Ainsi, l'OA reprend les préconisations majeures du schéma directeur du secteur Gratian, qui a guidé l'élaboration de cette pièce du PLU. Des fiches

*de lot viendront compléter les dispositifs, permettant de garantir une insertion urbaine de qualité des futurs logements et la réduction de l'exposition des populations nouvelles aux nuisances. D'autre part, l'OA mentionne expressément la volonté de garantir une bonne cohabitation entre secteur d'habitat et secteur d'activités. Le schéma de l'OA en précise les principes.*

*- si les objectifs en matière d'énergies renouvelables ne sont pas explicitement décrits par l'OA, il n'en demeure pas moins que ce projet d'aménagement souhaite garantir leur développement. Le projet s'assure notamment de la conception bioclimatique des bâtiments. Une évolution de l'OA Gratian sur ce point, pourrait toutefois être réalisée dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H en cours.*

2 - La Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA), par courrier en date du 09 juillet 2022, n'a pas de remarque particulière, le souhait de conforter et requalifier la vocation économique de la zone n'entraînant pas de changement dans le zonage économique.

3 - Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne (CD31), par courrier en date du 25 juillet 2022, n'a aucune observation particulière sur le dossier.

4 - SNCF Réseau, par courrier en date du 02 août 2022, informe Toulouse Métropole de la transmission dudit dossier à SNCF Immobilier.

5 - Tisséo Collectivités, par courrier du 16 août 2022, n'a aucune observation particulière sur la nature des modifications apportées au regard des orientations du plan de mobilité opposable et de l'organisation du réseau Tisséo.

6 - La Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne, par courrier du 2 janvier 2023, a émis un avis favorable.

En conclusion, sur les six courriers reçus, cinq ont émis un avis. Ces cinq avis émis sont soit favorables soit sans observation. Concernant l'avis de la DDT31, le dossier fera l'objet d'une modification après enquête publique pour intégrer la remarque de précision sur la ventilation de la programmation en logements. En cela, elle recoupe la recommandation du commissaire-enquêteur, exposée au point IV de la présente délibération.

#### **IV) Déroulement de l'enquête publique**

Le projet de modification du PLU a fait l'objet d'une enquête publique du 4 janvier 2023 au 3 février 2023 inclus, prescrite par arrêté en date du 12 décembre 2022. Le tribunal administratif a désigné Monsieur Didier CANCE, en date du 24 octobre 2022, en qualité de commissaire-enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique désignée ci-dessus.

L'information au public a été assurée par voie de presse, par affichage au siège de Toulouse Métropole, en Mairie d'Aucamville, sur différents emplacements sur le territoire de la Commune et sur le site internet de Toulouse Métropole et de la Mairie d'Aucamville.

Le dossier du projet de 2ème modification et l'exposé de ses motifs ont été mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole et en Mairie d'Aucamville, accompagnés de registres papier permettant au public de formuler ses observations.

Le dossier était également disponible sur le site internet de Toulouse Métropole. Le public pouvait également envoyer un courrier par voie postale au Commissaire enquêteur ou encore formuler ses observations par courriel ou sur un registre dématérialisé sécurisé et accessible via le site internet de Toulouse Métropole.

#### **Observations du public :**

Quatre observations ont été déposées pendant l'enquête publique :

- 3 contributions sur le registre dématérialisé ;
- 1 contribution sur le registre papier déposée en Commune et 0 sur celui déposé à Toulouse Métropole ;
- 0 courrier ;
- 0 courriel.

L'analyse des observations fait apparaître :

- quatre avis favorables au projet d'aménagement du quartier, d'implantation d'un groupe scolaire et d'aménagement de la voirie pour y apaiser et sécuriser la circulation.

Ces contributions relèvent aussi l'importance de prévoir un habitat diversifié en accession sociale, un aménagement de voirie qui ne serait pas sur-dimensionné et qui préserverait les arbres sains existants (dans la mesure du possible), une amélioration des accès à la M820, aux voies ferrées et aux berges du canal, une traversée sécurisées de la M820 pour les modes actifs, un développement des murs anti-bruit le long de l'autoroute A62 et d'un souterrain sous celle-ci, et un développement de services/commerces pour créer un véritable lieu de vie.

- Un avis relève une incohérence entre le zonage mixte « UCc » et le graphique de l'OA Gratian qui propose une « dominante économique », sans remettre en cause la nature du projet, qui est, en soi, bien accepté.

- Un avis relève une incohérence entre l'espace de loisirs (jardins partagés) et la dominante économique de l'OA Gratian.

*Concernant les améliorations de voirie et d'accès vers certaines grandes infrastructures (lignes ferroviaires, M820, canal latéral), ces sujets sont traités par des projets d'envergure en cours auxquels la Commune d'Aucamville est associée. Les remarques relatives à l'aménagement du chemin Gratian sont entendues. Ce projet fera prochainement l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique pour travaux : ces remarques pourront être étudiées dans ce cadre. En tout état de cause, l'emplacement réservé positionné pour préserver la possibilité de réaliser cet aménagement futur n'est pas remis en cause.*

*Concernant le mur-anti bruit de l'A62 et la création d'un souterrain, ceci ne relève pas du projet ou de la compétence de Toulouse Métropole.*

*Concernant l'incohérence entre le zonage UCc et la dominante économique, celui-ci n'est pas réducteur dans le sens où la zone UC est mixte et autorise certaines activités de service et certaines activités économiques. Toutefois, dans le cadre d'un projet d'extension de l'entreprise Liebherr, auquel la Commune est favorable, il est bien envisagé par Toulouse Métropole de reclasser, à terme, une partie de ces terrains en zone UE - dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H. Pour mémoire, la présente modification de PLU avait pour fil rouge le développement de la zone d'habitat, d'un développement sécurisé des accès, au regard notamment de la future implantation du groupe scolaire. Les évolutions réglementaires pourront être de nouveau appréciées dans le cadre de l'élaboration en cours du futur PLUi-H.*

*Concernant la demande relative aux espaces de loisirs et à leur matérialisation dans le graphique de l'OA, celle-ci fait l'objet d'une recommandation de la part du commissaire-enquêteur. Le dossier sera modifié sur ce point (voir ci-après) tel que demandé par l'association requérante.*

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur, dans ses conclusions reçues le 3 février 2022 a émis un avis favorable assorti de 0 réserve et 3 recommandations au projet de 2ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville :

**Recommandation n°1 :** Exercer une pression constante sur les autorités en charge de la promotion du RER à Lacourtenours.

**Recommandation n°2 :** Étendre sur le graphique de l'OAP Gratian, la zone hachurée des espaces à dominante de loisirs vers le nord, comprenant au moins la superficie des jardins partagés.

**Recommandation n°3 :** Modifier dans l'OAP la rédaction du paragraphe relatif au complément en logements à prix abordables.

Le rapport de la commission d'enquête relève également, sans être reprise dans ses conclusions, la recommandation de supprimer l'emplacement réservé n°1 suite à l'intervention de M. WOHL (association Jardins Partagés de Loulou) dont l'acquisition a été réalisée par le bénéficiaire. Cette demande sera prise en compte par Toulouse Métropole, cet ER n'ayant plus lieu d'être.

Toulouse Métropole prend en compte ces trois recommandations et entend modifier les documents comme suit :

*Concernant la recommandation n°1*, celle-ci n'engendre pas une évolution du dossier de 2ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville. Toutefois, la commune s'engage à promouvoir le développement d'un transport en commun performant tel que le projet de RER métropolitain.

*Concernant la recommandation n°2*, le graphique de l'OA Gratian sera modifié pour identifier les jardins partagés en dominante « équipements publics » complétée par un « espace à dominante de loisirs, de sport et/ou de détente » dans sa partie nord.

*Concernant la recommandation n°3*, le texte de la partie programmatique de l'OA Gratian sera précisé pour améliorer la rédaction relative à la ventilation entre logements locatifs sociaux et logements abordables.

Ces modifications nécessitent également de modifier l'OA Gratian dans sa partie écrite et graphique, de mettre à jour la notice explicative, ainsi que la liste des emplacements réservés.

En outre, en cohérence avec la 3ème modification simplifiée du PLU de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville visant à corriger des erreurs matérielles, le document graphique au 1/5000ème sera modifié afin de mettre les informations relatives aux secteurs à pourcentage de logement en conformité avec le règlement écrit opposable.

#### **V) Des mises à jour des annexes doivent également être prises en compte**

Plusieurs actes/périmètres adoptés par Toulouse Métropole, la Préfecture,... nécessitent de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville.

La mise à jour est effectuée sur les documents suivants :

#### **Pièce n°5 du PLU – Annexes**

##### **5.1- Annexes Sanitaires**

##### **5.1.4 Notice déchets urbains**

Est mis à jour, par délibération du Conseil de la Métropole en date du 16 décembre 2021, le Règlement du Service Public de Gestion des Déchets qui avait été adopté par délibération en date du 28 juin 2018.

##### **5.2 - Servitudes d'utilité publique (SUP)**

##### **5.2.1 Liste des servitudes**

**Est instituée :**

- la nouvelle Servitude d'Utilité Publique (I1 I3) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques. Cette servitude a été instituée par arrêté préfectoral n°31-2022-12-24-00001 du 24 décembre 2021.

**Sont abrogées :**

- Par arrêté du 1er mars 2021 : les servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de France Télécom devenue Orange ;

- Par arrêté du 18 mars 2021 : les servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de TéléDiffusion de France devenue TDF.



### **5.2.2 Plan des servitudes**

#### **Sont supprimés :**

- Les deux périmètres AS1 de protection de captage pour l'alimentation de l'usine de Lacourtenourt sur les Communes de Blagnac, Beauzelle, Fenouillet et Aucamville. En effet, en l'absence d'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique ces deux périmètres de protection, ceux-ci n'auraient pas dû être annexés aux documents d'urbanisme. En outre, l'usine de Lacourtenourt est en cours de démolition. Les périmètres de protection de captage n'ont donc plus lieu d'être.
- Le périmètre de la servitude radioélectrique concernant la protection contre les obstacles ;

#### **Est institué :**

- Le périmètre de la nouvelle Servitude d'Utilité Publique (I1 I3) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques. Cette servitude a été instituée par arrêté préfectoral n°31-2022-12-24-00001 du 24 décembre 2021.

Considérant que le site Géoportail de l'urbanisme ([geoportail-urbanisme.fr](http://geoportail-urbanisme.fr)) regroupe déjà les documents d'annexes mis à jour, un renvoi vers ce site internet est conseillé pour les demandes d'informations s'y référant.

### **5.3 Classement sonore des infrastructures terrestres**

#### **Est substitué :**

- Le nouvel arrêté préfectoral du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne remplaçant l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 abrogé.

### **5.4 Périmètre de droit de préemption urbain**

#### **Est institué :**

- Par délibération n°49.2020 du Conseil Municipal de la commune d'Aucamville du 16 juin 2020 adoptant une définition numérique du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, les deux annexes numériques se substituant au plan de la délibération municipale n°2.2007 du 27 janvier 2007 relative à l'instauration d'un droit de préemption urbain sur les fonds artisanaux, sur les fonds de commerce et les baux commerciaux ;

### **5.7 Périmètre de sursis à statuer suivant L424.1 du code de l'urbanisme**

#### **Sont institués les périmètres de sursis à statuer suivants :**

- Le secteur Aucamville, Launaguet, Toulouse, dénommé « ALT », sur le secteur dénommé « ALT », à l'interface des communes d'Aucamville, Launaguet et Toulouse, adopté par délibération du Conseil de la Métropole en date du 27 juin 2019 qui abroge de fait les périmètres d'études Dortis-Gaussen, Stocco et Alphand situé sur la commune de Toulouse, tels qu'instaurés par délibération du Conseil de la Métropole en date 18 décembre 2014 ;
- Le secteur Gratian adopté par délibération du Conseil de la Métropole en date du 24 mars 2022 ;
- Sur Toulouse, Aucamville et Fenouillet, Entrée de ville Avenue des Etats-Unis, par délibération du Conseil de la Métropole en date du 23 juin 2022 ;
- Sur les communes de Toulouse, Aucamville, Fonbeauzard, saint-Alban et Fenouillet pour le projet de Linéo 10, par délibération du syndicat mixte de Tisseo Collectivité D.2018.03.28.2.3 du 28 mars 2018 ;.

### **5.8 Autres annexes**

#### **Périmètre de Taxe d'Aménagement Majorée (TAM)**

##### **Est institué :**

- Un périmètre de Taxe d'Aménagement Majorée (TAM) sur l'ensemble des zones urbaines de la Commune d'Aucamville, abrogeant la délibération n°17-810 du 03 octobre 2017 qui concernait la mise en place d'une TAM sur les secteurs Ouest et fronton Bourdettes.

#### **Périmètre soumettant à permis de démolir :**

##### **Est institué :**

- Par délibération n°107.2016 du 15 septembre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'Aucamville un périmètre soumettant les secteurs Est/Centre/Ouest de la commune à permis de démolir ;

En vertu de l'article L153-43 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le projet de 2ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville, joint à la présente délibération et modifié suite à enquête publique, et comportant également la mise à jour des annexes.

## Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-36 à 44, L.151-43, L.153-60, R104-33 à 37 et R153-8 à R153-10, , R.151-51 à R.151-53 et R.153-18

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018,

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial de Toulouse Métropole approuvé par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019,

Considérant le Pacte métropolitain de l'Habitat adopté le 14 octobre 2021 par le Conseil de la Métropole,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville approuvé par délibération du Conseil de Communauté le 19 décembre 2011, modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil de Communauté le 19 décembre 2013, modifié par délibération du Conseil de la Métropole le 18 février 2016, modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil de la Métropole le 20 octobre 2022,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 18 mai 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la modification du P.L.U. de Toulouse métropole, Commune d'Aucamville,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 12 décembre 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville,

Vu le rapport du 03 mars 2023 du commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable,

Vu l'avis du Conseil Municipal de la Commune d'Aucamville en date du 25/05/2023,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets Urbains du 05/06/2023,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant Classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne et abrogeant l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté du 1er mars 2021 portant abrogation des décrets instituant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de France Télécom devenue Orange ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2021 portant abrogation des décrets fixant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de TéléDiffusion de France devenue TDF ;

Vu l'arrêté préfectoral n°31-2022-12-24-00001 en date du 24 décembre 2021 instituant des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport et de distribution de gaz naturel ou assimilé d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de d'Aucamville ;

Vu le sursis à statuer au titre de l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme, institué par délibération DEL19-0197 du Conseil de la Métropole en date du 27 juin 2019 sur le secteur dénommé « ALT », à l'interface des communes d'Aucamville, Launaguet et Toulouse et qui abroge de fait les périmètres d'études Dortis-Gausson, Stocco et Alphanth situés sur la

commune de Toulouse, tels qu'instaurés par délibération DEL 14-689 du Conseil de la Métropole en date du 18 décembre 2014 ;

Vu la délibération n°DEL 20-0751 du Conseil de la Métropole en date du 15 octobre 2020 abrogeant la délibération n°17-810 du 3 octobre 2017 concernant la mise en place de périmètres de taxe d'aménagement (TAM) Secteurs Ouest et Fronton Bourdettes sur la Commune d'Aucamville et instaurant une taxe d'aménagement majorée sur l'ensemble des zones urbaines de la commune ;

Vu la délibération n°DEL-21-1047 en date du 16 décembre 2021 portant Collecte des déchets : mise à jour du Règlement du Service Public de Gestion des Déchets adopté par délibération du 28 juin 2018 ;

Vu la délibération n°DEL-22-0351 du Conseil de la Métropole en date du 24 mars 2022 instaurant un périmètre de sursis à statuer au titre de l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme sur le secteur Gratian ;

Vu la délibération n°DEL-22-0558 en date du 23 juin 2022 portant sur Instauration d'un périmètre de sursis sur Toulouse, Aucamville et Fenouillet, sur le secteur « entrée de ville avenue des Etats-Unis » au titre de l'article L424-1 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du 28 mars 2018 (D.2018.03.28.2.3) du syndical mixte de Tisseo Collectivité instaurant un périmètre de sursis à statuer au titre de l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme pour le projet de Linéo 10 ;

Vu la délibération du 16 juin 2020 du Conseil Municipal de la commune d'Aucamville n°49.2020 adoptant une définition numérique du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, les deux annexes numériques se substituant au plan de la délibération n°2.2007 du 27 janvier 2007 ;

Vu la délibération du 15 septembre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'Aucamville n°107.2016 soumettant les secteurs Est/Centre/Ouest de la commune à permis de démolir désigné sur le plan annexé à la délibération ;

Considérant que l'usine de production d'eau potable de Lacourtenourt a été déconnectée et est encours de démolition, les deux périmètres AS1 impliquant les communes de Blagnac, Beauzelle, Fenouillet et Aucamville et correspondant à des périmètres de captage pour l'alimentation de cette usine peuvent être supprimés du plan des servitudes. Ces périmètres n'avaient pas été reportés sur la liste ;

Vu le dossier de modification, modifié après enquête publique, tel qu'annexé à la présente délibération ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

### **Article 1**

D'approuver la 2ème modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville, composée des pièces mises à enquête publique, ouverte du 4 janvier 2023 au 3 février 2023, et modifiées pour prendre en compte les recommandations du commissaire-enquêteur, et intégrant également la mise à jour des annexes conformément au dossier joint à la présente délibération.

### **Article 2**

De procéder, en application des articles R 153-20 à R153-22 du Code de l'Urbanisme, à l'affichage de la délibération au siège de Toulouse Métropole et en Commune d'Aucamville pendant une durée d'un mois, à la mention de son affichage dans un journal diffusé dans le département ainsi qu'à sa publication sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L133-1 du Code de l'Urbanisme.

**Article 3**

De tenir à la disposition du public la présente délibération, le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur au siège du Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Service Planification urbaine, 4ème étage, de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h. Ces documents étant également consultables en Préfecture de Haute-Garonne.

Le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur seront consultables sur le site internet de Toulouse Métropole.

**Article 4**

De préciser que la présente délibération sera exécutoire, en vertu de l'article L153-23 du code de l'urbanisme après sa transmission au Préfet et la publication du dossier de plan local d'urbanisme modifié et la délibération qui l'approuve sur le portail national de l'urbanisme.

**Article 5**

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

**Résultat du vote :**

Pour	133
Contre	0
Abstentions	0
Non participation au vote	0

Publié le : **29 JUIN 2023**  
Reçu à la Préfecture le **29 JUIN 2023**

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures,  
Pour extrait conforme,  
Le Président,

  


Jean-Luc MOUDENC